



## Séance ordinaire du jeudi 20 septembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Josy SCHWARTZ, suppléant de Laurent JAOUÏ, Claudine VASSAS MEJRI, suppléant de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASILVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Isabelle GIANIEL, Pascal KRZYZANSKI, Marie-Christine PANOS, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Renaud CALVAT, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Julie FRÊCHE.

## **Hors commission - Déplacement Européens et Internationaux des agents de la Direction Innovation Politiques Contractuelles et Système d'Information Géographique (DICoSig) de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La mobilisation de financements multiples, pour assurer le développement des projets de la Métropole (Contrat de Plan État Région, Fonds Européens, Programmes Investissements d'Avenir, ADEME, CDC...), fait partie des missions de la Direction intitulée Innovations, Politiques Contractuelles, Système d'Information Géographique (DICoSig) en lien également avec la Cité Intelligente. Cette direction a été créée par une délibération du 27/11/2017 n°15018 portant sur la création d'un service commun du département Développement et Aménagement Durables du Territoire au sein de la Métropole.

Mobiliser les financements européens et contractuels suppose un travail de longue durée auprès des institutions pourvoyeuses. Cela passe notamment par des actions de contact auprès de la Commission Européenne, des Ministères, des administrations déconcentrées de l'État et de la Région pour les fonds européens délégués.

La réponse à différents appels à projets permet par ailleurs de participer à des manifestations organisées par les différentes DG, de dialoguer avec elles et parfois d'intervenir pour présenter des projets.

Par ailleurs, il est indispensable de gérer activement les partenariats européens, certains programmes (Interreg, H20-20, Life...) imposant de mener les projets en coopération européenne voire internationale (ex. programmes Interreg - Euromed...). L'identification des partenaires et le suivi nécessitent du temps et de la constance pour nouer des partenariats solides et avoir des résultats.

Enfin, la Commission a besoin de s'appuyer sur des projets innovants, structurants, exemplaires et reproductibles pour valoriser les programmes et développer de nouvelles orientations. Une stratégie européenne globale doit y contribuer.

Pour mener à bien ses missions, la DICoSig est amenée à participer à des réunions au sein de plusieurs villes et capitales européennes. Ces déplacements suscitent des frais de transports, d'hébergement et de repas. Ils font systématiquement l'objet de compte rendus de mission.

Un déplacement est par exemple prévu la semaine du 7 au 11 octobre 2018, relatif au programme (Urban Initiative Action), un déplacement sera nécessaire pour échanger en décembre avec la Communauté de Valencia dans la perspective d'un éventuel programme H20-20.

Le montant prévisionnel dédié à ces déplacements et prévus au budget 2018 représente 15 000 € sur l'année 2018. Les dépenses prévisionnelles pour le 4eme trimestre 2018 sont évaluées à 5 000 €. Ces dépenses seront récurrentes pour le fonctionnement du service.

Il est demandé au Conseil d'autoriser ces déplacements et la prise en charge des frais afférents prévus au budget de la Métropole sur le 4eme trimestre 2018, notamment pour le déplacement et les frais de missions d'un(e) agent(e) sur la semaine du 7 au 11 octobre 2018, relatif au programme (Urban Initiative Action), pour un montant estimatif de 700 €, sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser pour les besoins de services de la DICoSig, les déplacements à l'échelle européenne et internationale ainsi que la prise en charge des frais de déplacement et de logistiques afférents (transports, hôtels, restauration, etc.) dans la limite des coûts estimés ci-dessus,
- approuver la prise en charge des frais de déplacements et frais de mission pour un(e) agent(e) de la Métropole sur la semaine du 7 au 11 octobre 2018, relatif au programme (Urban Initiative Action), pour un montant estimatif de 700 €, sur la base des frais réels.
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2018 de la Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix  
Contre : 0 voix  
Abstention : 0 voix  
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/09/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 28 septembre 2018  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20180920-57373-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 28/09/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.